

Compétitivité Parlons-en !

Par rapport à qui, par rapport à quoi ?

Les réunions d'information se multiplient ces derniers temps, sur **un sujet qui semble occulter tous les autres dans l'esprit de la DG : la compétitivité.**

Et c'est bien le danger, à l'heure où l'agenda social prévoit l'ouverture des négociations sur la GPEC, la vigilance s'impose pour **ne pas « oublier » l'objectif prioritaire : défendre l'emploi et les carrières.**

Pour noircir le tableau, la direction compare Renault « comme et avec qui ça l'arrange » :

- Avec les japonais, sur des méthodes de travail très différentes (ex: Monozokuri),
- Avec les allemands, sur des aménagements du temps de travail tout aussi différents,
- Avec les constructeurs low-cost, dont la « frugalité », est si chère à MM Pelata et Goshn.

Elle choisit aussi des critères de compétitivité « orientés » :

- Le salaire: Carlos GOSHN a affirmé à maintes reprises que ce critère ne serait jamais remis en question. Dont acte !

• **Les charges sociales et la taxation:** elles dépendent exclusivement des pouvoirs publics. Notons que l'abandon de la taxe professionnelle n'a pas engendré les économies escomptées.

• **La mesure de la qualité :** même si le référentiel de mesure (SAVES) est identique sur tous les sites, il reste lié à l'appréciation forcément subjective du client. Ce qui implique de s'adapter aux exigences des différentes « clientèles » et aux différences existant au sein des segments et des gammes.

• **L'utilisation optimale de l'outil industriel :** les sites français sont délibérément fragilisés par des taux d'occupation avoisinant un dramatique 50% quand ailleurs, on tourne à plus de 100% ; par l'attribution d'un seul véhicule ou de véhicules au marché restreint ; par la cannibalisation de modèles existant ; par le refus obstiné d'une politique de relocalisation, pourtant déjà engagée par nos principaux concurrents. **Renault reste le seul importateur de ses propres véhicules sur le marché français !**

- **Les effectifs :** les niveaux de production actuels, les « synergies » Renault-Nissan, les externalisations, les restructurations et « déstructurations » ont conduit la DG à estimer qu'il y avait sureffectif. D'où l'application d'un PRV. **Résultat: plus de 5000 salariés ont quitté l'entreprise !**

FO le Syndicat libre et indépendant !

La compétitivité, oui. Mais l'emploi d'abord !

En comparant ce qui n'est pas comparable, le résultat est garanti : la France se retrouve au bas d'un classement, établi sur des critères inadaptés à ses spécificités !

Des mesures ont déjà permis de tenir compte des particularités de la situation nationale sans renoncer à la compétitivité

En 2009, puis en 2010, face à l'urgence, le Contrat Social de Crise a permis l'indemnisation des journées chômées, grâce à la solidarité des salariés et aux aides des pouvoirs publics (APLD : Activité Partielle de Longue Durée).

Les mesures gouvernementales de prime à la casse ont, quant à elles, contribué à limiter le nombre de ces journées chômées.

Enfin, nous continuons d'espérer que la commission européenne verse à Renault une subvention de plusieurs dizaines de millions d'euros, au titre du PRV. Si elle est accordée, elle pourrait être débloquée ces prochains jours.

Dans ce cas, FO défendra son utilisation en faveur de l'emploi !

Pour 2011, des solutions existent aussi, incluant, pourquoi pas, des embauches !

La probable évolution de l'APLD n'autorisera plus la mise en œuvre du contrat social de crise, en tout cas tel que nous le connaissons, en attendant de le voir disparaître un jour.

L'alliance avec Daimler, et le projet d'usine de batteries à Flins vont générer 1500 emplois nouveaux (1000 + 500). **1500 emplois certes, mais pas 1500 embauches ! Ce qui laisse à penser qu'il y aurait d'ores et déjà au moins 1500 salariés en sureffectif, d'après la direction !**

Ne peut-on imaginer de combiner un plan de départs anticipés respectueux des salariés qui le souhaitent (type CASA) avec des embauches de jeunes ?

**Ce sera l'un des enjeux de la GPEC,
et pas l'un des moindres !**

**FO met l'action syndicale au
service de l'avenir et de l'emploi !**

